

L'action du service social collectif ne s'étend toutefois pas aux membres du personnel enseignant communal dont les traitements sont payés par l'Etat. »

Art. 2. L'article 3, alinéa 1er, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les administrations qui adhèrent au service social collectif, sont tenues à payer une cotisation spéciale pour chaque agent pour lequel est due la cotisation relative aux allocations familiales, ainsi que pour l'ensemble de leurs contractuels subventionnés visés à l'article 2. »

Art. 3. L'article 3, alinéa 2, du même arrêté est complété comme suit :

« ou, lorsqu'il s'agit des contractuels subventionnés susdits, au taux de 0,15 pourcent sur la salaire entrant en ligne de compte pour le calcul des cotisations de la sécurité sociale. »

Art. 4. L'article 10, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1987.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F 87 — 984

20 MAI 1987. — Arrêté royal  
relatif au recrutement de candidats officiers de gendarmerie,  
licenciés en droit

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 8 juin 1978, notamment l'article 5, modifié par la loi du 8 juin 1978, et l'article 7;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Conditions d'admission

Article 1er. Peuvent être admis au cycle de formation de candidat officier de gendarmerie, licencié en droit, les candidats qui :

1° satisfont aux conditions fixées par les articles 1er et 5 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

2° sont titulaires du grade de licencié en droit délivré conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;

3° n'ont pas atteint l'âge de 30 ans;

4° se sont classés en ordre utile au concours faisant partie des épreuves de recrutement;

5° sont reconnus médicalement aptes en tant que candidat officier conformément à l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie.

De werking van de gemeenschappelijke sociale dienst strekt zich nochtans niet uit tot de leden van het onderwijzend gemeentepersoneel wier wedde door de Staat wordt betaald. »

Art. 2. Artikel 3, eerste lid van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« De besturen die tot de gemeenschappelijke sociale dienst toetreden, dienen een bijzondere bijdrage te betalen voor elk personeelslid voor wie de kinderbijslagbijdrage verschuldigd is, alsmede voor al hun in artikel 2 bedoelde gesubsidieerde contractuelen. »

Art. 3. Artikel 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« of, wanneer het gaat om de voornoemde gesubsidieerde contractuelen, op 0,15 percent op het loon dat in aanmerking komt voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen. »

Art. 4. Artikel 10, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 984

20 MEI 1987. — Koninklijk besluit  
betreffende de werving van kandidaat-officieren bij de rijkswacht,  
licentiaten in de rechten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978, en op artikel 7;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toelatingsvoorwaarden

Artikel 1. Kunnen worden toegelaten tot de opleidingscyclus van kandidaat-officier bij de rijkswacht, licentiaat in de rechten, de kandidaten die :

1° voldoen aan de voorwaarden bepaald bij de artikelen 1 en 5 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht;

2° houder zijn van de graad van licentiaat in de rechten toegekend overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949;

3° de volle leeftijd van 30 jaar niet hebben bereikt;

4° in nuttige orde gerangschikt zijn voor het vergelijkend gedeelte van de wervingsexamens;

5° medisch geschikt worden geacht als kandidaat-officier overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 maart 1979 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot het operationeel korps van de rijkswacht.

## CHAPITRE II. — Les épreuves de recrutement

Art. 2. § 1er. Les épreuves de recrutement comportent :

- 1° un concours;
- 2° une épreuve psychologique et psychotechnique;
- 3° une épreuve de condition physique.

§ 2. Les candidats ne peuvent participer plus de trois fois au concours.

Toutefois, il n'est pas tenu compte des épreuves auxquelles un candidat ne s'est pas présenté en raison d'un motif jugé légitime par le commandant de la gendarmerie.

Art. 3. Les épreuves du concours ont lieu par écrit, oralement ou par écrit et oralement.

Elles comportent :

1° une épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise, au choix du candidat, et sur la connaissance élémentaire de l'autre langue ou de la langue allemande, conformément à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° une épreuve portant sur une ou plusieurs des branches juridiques suivantes :

- a) droit pénal;
- b) procédure pénale;
- c) droit public et administratif;
- d) droit des obligations.

Art. 4. § 1er. L'épreuve visée à l'article 3, 1°, est présentée devant le jury constitué en exécution de l'article 12, § 4 de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire.

§ 2. L'épreuve visée à l'article 3, 2°, est présentée devant un jury d'examen composé d'un président et de trois examinateurs. Le président et les examinateurs sont désignés annuellement par le commandant de la gendarmerie parmi les officiers de gendarmerie possédant la connaissance approfondie de la langue française et de la langue néerlandaise et qui sont titulaires du diplôme de docteur ou de licencié en droit délivré conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.

Art. 5. Le Ministre de la Défense nationale détermine le programme des épreuves de recrutement, leurs modalités d'organisation et les conditions de réussite.

Art. 6. § 1er. Annuellement, le Ministre de la Défense nationale fixe, par régime linguistique, le nombre de candidats qui peuvent être admis à recevoir la formation de candidat officier de gendarmerie, licencié en droit.

Ces nombres sont indiqués dans un avis publié au *Moniteur belge* qui fait également connaître les dates des épreuves de recrutement et la date limite des inscriptions.

§ 2. Les candidats adressent leur demande d'inscription à l'autorité désignée par le Ministre de la Défense nationale.

§ 3. Les candidats joignent à leur demande d'inscription :

1° un certificat et une déclaration dont les modèles sont fixés dans les annexes I et II de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

2° une copie certifiée conforme du diplôme de licencié en droit ou un certificat provisoire attestant qu'ils ont réussi l'examen final pour l'obtention du grade de licencié en droit ou, s'ils n'ont pas encore terminé leur études, une attestation établissant qu'ils ont satisfait à l'épreuve de la deuxième année de la licence en droit.

Art. 7. § 1er. A l'issue de l'épreuve visée à l'article 3, 1°, il est établi, par régime linguistique, un tableau de classement des candidats qui ont réussi. Les candidats sont portés au classement dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus à cette épreuve. Cette moyenne est établie conformément aux critères fixés par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

§ 2. Le nombre de candidats qui, compte tenu du tableau visé au § 1er, est appelé à participer à l'épreuve juridique visée à l'article 3, 2°, ne peut excéder dix fois le nombre fixé par le Ministre de la Défense nationale et publié dans l'avis visé à l'article 6, § 1er.

## HOOFDSTUK II. — De wervingsexamens

Art. 2. § 1. De wervingsexamens omvatten :

- 1° een vergelijkend examen;
- 2° een psychologisch en psychotechnisch examen;
- 3° een examen van lichamelijke geschiktheid.

§ 2. De kandidaten mogen niet meer dan driemaal deelnemen aan het vergelijkend examen.

Er wordt evenwel geen rekening gehouden met de examens waarvoor een kandidaat zich niet heeft aangemeld om een door de commandant van de rijkswacht als geldig erkende reden.

Art. 3. Het vergelijkend examen wordt schriftelijk, mondeling, of schriftelijk en mondeling afgelegd.

Het omvat :

1° een examen over de grondige kennis van, naar de keuze van de kandidaat, de Nederlandse of de Franse taal en de elementaire kennis van de andere taal of van de Duitse taal, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2° een examen over één of meer van de volgende rechtsvakken

- a) strafrecht;
- b) strafprocesrecht;
- c) grondwettelijk en administratief recht;
- d) verbintenissenrecht.

Art. 4. § 1. Het examen bedoeld bij artikel 3, 1°, wordt afgelegd voor de examencommissie die bij toepassing van artikel 12, § 4 van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de koninklijke militaire school, wordt opgericht.

§ 2. Het examen bedoeld bij artikel 3, 2°, wordt afgelegd voor een examencommissie, bestaande uit een voorzitter en drie examinatoren. De voorzitter en de examinatoren worden door de commandant van de rijkswacht jaarlijks aangewezen onder de officieren bij de rijkswacht, die de grondige kennis van de Nederlandse en de Franse taal bezitten en houder zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten uitgereikt overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949.

Art. 5. De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van de wervingsexamens, de modaliteiten inzake de organisatie ervan en de voorwaarden om te slagen.

Art. 6. § 1. Jaarlijks bepaald de Minister van Landsverdediging, per taalstelsel, hoeveel kandidaten de vorming van kandidaat-officier bij de rijkswacht, licentiaat in de rechten, mogen ontvangen.

Die aantallen worden vermeld in een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt bericht waarbij eveneens de data van de wervingsexamens en de uiterste inschrijvingsdatum worden medegedeeld.

§ 2. De kandidaten richten hun aanvraag om inschrijving aan de door de Minister van Landsverdediging aangewezen overheid.

§ 3. De kandidaten voegen bij hun aanvraag om inschrijving :

1° een getuigschrift en een verklaring waarvan de modellen zijn vastgelegd in de bijlagen I en II van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht;

2° een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma van licentiaat in de rechten of een voorlopig getuigschrift waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het eindexamen voor het behalen van de graad van licentiaat in de rechten of, indien zij hun studie nog niet hebben voleindigd, een verklaring waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor het examen over het tweede jaar van de licentie in de rechten.

Art. 7. § 1. Na afloop van het examen bedoeld in artikel 3, 1°, wordt er, per taalstelsel, een rangschikkingstabel met de geslaagde kandidaten opgemaakt. De kandidaten worden op deze tabel vermeld in de volgorde van het algemeen gemiddelde der punten behaald voor dit examen, berekend overeenkomstig de criteria vastgelegd bij artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

§ 2. Het aantal kandidaten dat, rekening houdend met de tabel waarvan sprake in § 1, wordt opgeroepen om deel te nemen aan het examen bedoeld bij artikel 3, 2°, mag niet hoger zijn dan tien maal het aantal vastgelegd door de Minister van Landsverdediging en bekendgemaakt in het bericht bedoeld bij artikel 6, § 1.

§ 3. A l'issue des épreuves de recrutement, les candidats qui satisfont aux conditions d'admission sont portés sur un tableau de classement dans l'ordre de la moyenne générale des points obtenus au concours, calculée conformément aux critères fixés par le Ministre de la Défense nationale, sans préjudice des dispositions portées par l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

§ 4. Sont classés en ordre utile les candidats dont le rang de classement, au jour de l'admission au cycle de formation, ne dépasse pas le nombre de places vacantes fixé en application de l'article 6, § 1er.

#### CHAPITRE III

##### *L'admission au cycle de formation*

Art. 8. Les articles 19 et 20 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie s'appliquent aux candidats officiers, licenciés en droit.

#### CHAPITRE IV

##### *L'appréciation des qualités morales*

Art. 9. Les articles 48, 49 et 51 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif à la commission d'appel en matière de qualités morales des candidats à l'admission à la gendarmerie et des élèves des écoles de gendarmerie, s'appliquent aux candidats officiers, licenciés en droit.

#### CHAPITRE V. -- Dispositions finales

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er février 1987.

Art. 11. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1987.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F.-X. de DONNEA

F 87 — 985

20 MAI 1987. — Arrêté ministériel relatif à l'organisation du recrutement des candidats officiers de gendarmerie, licenciés en droit

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 8 juin 1978, notamment l'article 5, modifié par la loi du 8 juin 1978, et l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 20 mai 1987 relatif au recrutement de candidats officiers de gendarmerie, licenciés en droit, notamment les articles 5 et 7, § 3;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête .

#### CHAPITRE 1er. — Les épreuves de recrutement

##### *Section 1re. — Le concours*

Article 1er. L'épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise comprend deux parties écrites :

1° une partie qui consiste en une synthèse d'un exposé d'une durée de quinze minutes environ sur un sujet à caractère général.

Le candidat ne peut pas prendre de notes pendant l'exposé. Cette partie d'examen a une durée de une heure en trente minutes;

§ 3. De kandidaten die aan de toelatingsvoorwaarden voldoen, worden na afloop van alle wervingsexamens op een rangschikkingstabel vermeld in de volgorde van het algemeen gemiddelde van de voor het vergelijkend examen behaalde punten, berekend overeenkomstig de criteria vastgesteld door de Minister van Landsverdediging, onverminderd de bepalingen van artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

§ 4. Zijn in nuttige orde gerangschikt, de kandidaten wier rangschikkingnummer op de dag van de toelating tot de opleidingscyclus niet hoger is dan het bij toepassing van artikel 6, § 1 vastgestelde aantal vacatures.

#### HOOFDSTUK III

##### *De toelating tot de opleidingscyclus*

Art. 8. De artikelen 19 en 20 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht zijn mede van toepassing op de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten.

#### HOOFDSTUK IV

##### *Beoordeling van de morele hoedanigheden*

Art. 9. De artikelen 48, 49 en 51 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht en het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de commissie van beroep inzake morele hoedanigheden van de kandidaten voor toelating tot de rijkswacht en van de leerlingen van de scholen van de rijkswacht, zijn mede van toepassing op de kandidaat-officieren, licentiaten in de rechten.

#### HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1987.

Art. 11. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F.-X. de DONNEA

N. 87 — 985

20 MEI 1987. — Ministerieel besluit betreffende de organisatie van de werving van kandidaat-officieren bij de rijkswacht, licentiaten in de rechten

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978, en op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 mei 1987 betreffende de werving van kandidaat-officieren bij de rijkswacht, licentiaten in de rechten, inzonderheid op de artikelen 5 en 7, § 3;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — De wervingsexamens

##### *Afdeling 1. — Het vergelijkend examen*

Artikel 1. Het examen over de grondige kennis van de Nederlandse of de Franse taal omvat twee schriftelijke gedeelten :

1° een gedeelte dat bestaat uit de synthese van een uiteenzetting van ongeveer vijftien minuten over een onderwerp van algemene aard.

Tijdens de uiteenzetting mag de kandidaat geen nota's nemen. Dit examengedeelte duurt één uur en dertig minuten;